

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN
EAU DU MORBIHAN

DATE DE CONVOCATION : 22/09/2022				
Nombre de délégués en exercice	Présents	Absents	Pouvoirs	
62	36	17	9	
Dont en Distribution	35	18	13	4

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU COMITÉ SYNDICAL

L'an deux mille vingt deux, le trente septembre, le Comité Syndical de Eau du Morbihan, dûment convoqué, s'est réuni à Vannes, sous la présidence de Monsieur Dominique RIGUIDEL, Président de Eau du Morbihan.

Étaient présents :

Madame Annie AUDIC. Monsieur Daniel AUDO. Monsieur Patrick BEILLON. Monsieur Denis BERTHOLOM. Monsieur André BOUDART. Monsieur Maurice BRAUD. Monsieur Serge BUCHET. Monsieur Jacky CHAUVIN. Monsieur Yannick CHESNAIS. Monsieur Vincent COWET. Monsieur Thierry EVENO. Monsieur Roland GASTINE. Monsieur Jean-Paul GAUTIER. Madame Pascale GILLET. Monsieur Bruno GOASMAT. Madame Françoise GUILLERM. Monsieur Didier GUILLOTIN. Madame Diane HINGRAY. Monsieur Bruno LE BORGNE. Monsieur Yannick LE BORGNE. Monsieur Bernard LE BRETON. Monsieur Ronan LE DELEZIR. Monsieur Pascal LE JEAN. Monsieur Loïc LE PEN. Monsieur Jean-Pierre LE PONNER. Monsieur Gérard LE ROY. Monsieur Daniel MANENC. Madame Christine MANHES. Madame Claire MASSON. Monsieur François-Denis MOUHOU. Monsieur Anthony ONNO. Monsieur Maurice POUILLAUDE. Monsieur Dominique RIGUIDEL. Monsieur Benoît ROLLAND. Monsieur Jean-Charles SENTIER. Monsieur Yves THIEC

Avaient donné pouvoir :

Madame Martine AUFFRET. Madame Marie-Claire BONHOMME. Monsieur Jean-Luc CHIFFOLEAU. Monsieur Michel CRIAUD. Monsieur Raymond HOUEIX. Monsieur Freddy JAHIER. Madame Martine PARE. Monsieur David ROBO. Monsieur André TEXIER

Étaient excusés :

Monsieur Dominique CHAUMORCEL. Monsieur Jean-Claude COUDE. Monsieur Paul COZIC. Monsieur Alain DE CHABANNES. Monsieur Jean-Luc EVEN. Monsieur Tibault GROLLEMUND. Madame Annaïck HUCHET. Monsieur Yves HUTTER. Monsieur Hugues JEHANNO. Monsieur Denis L'ANGE. Monsieur René LE MOULLEC. Monsieur Denis LE RALLE. Monsieur Joël MARIVAIN. Monsieur Jérôme REGNIER. Monsieur Stéphane SANCHEZ. Monsieur Franck VALLEIN. Monsieur Yann YHUEL

Secrétaire de séance : Monsieur Benoît ROLLAND

Les présents formant la majorité des membres en exercice, le Comité Syndical peut valablement délibérer.

.../...

CS_2022_056 - Convention de groupement de commandes avec la commune de Pleucadeuc pour la réalisation de travaux avenue de Paris - De l'Oust à Brocéliande Communauté

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le programme de travaux de la commune de Pleucadeuc ;

Considérant que cette opération est prévue dans le programme annuel du territoire de De l'Oust à Brocéliande Communauté et qu'elle ne donne pas lieu à une dépense supplémentaire ;

Considérant la nécessaire coordination des travaux entre la commune et Eau du Morbihan ;

Vu le rapport du Président ;

Le Comité Syndical après en avoir délibéré, décide :

- d'autoriser le Président ou son représentant, à signer la convention de groupement de commandes avec la commune de Pleucadeuc pour la réalisation des travaux « Avenue de Paris » ;*
- désigne comme titulaire de la CAO du groupement : Monsieur Didier GUILLOTIN, membre de la CAO Distribution ;*
- désigne comme suppléant de la CAO du groupement : Monsieur Vincent COWET, membre de la CAO Distribution.*

Fait et délibéré à Vannes, le 30 septembre 2022

(au registre suivent les signatures)

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Dominique RIGUIDEL

Seuls les délégués ayant transféré la compétence Distribution à Eau du Morbihan ont participé au vote.

DÉTAIL DU VOTE

POUR	22
CONTRE	0
ABSTENTION	0
NE PARTICIPE PAS	0

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA PASSATION DE PROCEDURES DE CONSULTATION DE TRAVAUX EN VUE DE LA REALISATION DE TRAVAUX D'AEP D'EU ET D'EP SUR LA COMMUNE DE PLEUCADEUC – AVENUE DE PARIS

ENTRE :

La Commune de Pleucadeuc

Représentée par M. Alain LAUNAY, agissant en qualité de Maire, dûment habilité à la signature de la présente convention par délibération du xxxxxxxxxxxxxxxx ;

ET :

Eau du Morbihan,

Représenté par M. Dominique RIGUIDEL, agissant en qualité de Président, dûment habilité à la signature de la présente convention par délibération xxxxxxxxxxxx

PRÉAMBULE

La commune de Pleucadeuc souhaite réaliser des travaux d'aménagement de l'avenue de Paris. Au préalable, le renouvellement des réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales et d'eau potable sont nécessaires afin d'assurer la pérennité des travaux de voirie qui seront réalisés.

La commune de Pleucadeuc est maître d'ouvrage des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales et Eau du Morbihan est maître d'ouvrage du réseau d'eau potable.

Afin de réaliser ces travaux dans un cadre juridique unique, les parties à la présente convention ont convenu du choix d'une procédure d'achat public qui leur soit commune, en vue d'optimiser les procédures au regard des coûts (intérêt économique) et d'assurer au projet une coordination efficace (intérêt organisationnel).

Constituées en groupement de commandes, tel que défini aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique, les parties confient la procédure de passation des marchés au coordonnateur, dans les conditions spécifiées par la convention.

La présente convention a notamment pour objet d'arrêter les modalités de fonctionnement du groupement.

Pour assurer le respect des objectifs de qualité, de maîtrise des coûts et des délais de l'opération, chaque partie s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires au bon déroulement des procédures, et à mettre en place si nécessaire, les moyens humains et matériels adéquats.

ARTICLE 1er : Objet du groupement

Un groupement de commandes dénommé « GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA PASSATION DE PROCEDURES DE CONSULTATION DES TRAVAUX DE RESEAUX AEP D'EU ET D'EP COMMUNE DE PLEUCADEUC – AVENUE DE PARIS » est constitué, selon les articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique.

Ce groupement est créé en vue de la passation, pour le compte des membres du groupement d'un marché de travaux en procédure adaptée.

ARTICLE 2 : Composition du groupement

Sont membres du groupement les collectivités suivantes :

- la commune de Pleucadeuc,
- Eau du Morbihan

ARTICLE 3 : Le coordonnateur du groupement

L'ensemble des entités membres du groupement désigne la Commune de Pleucadeuc comme coordonnateur du groupement. Le groupement est représenté par le représentant légal du coordonnateur, M. LAUNAY, Maire de la commune.

ARTICLE 4 : Objectifs du groupement

Le descriptif des travaux ci-dessous est établi selon des plans de reconnaissance préalable des réseaux, sans consolidation des données avec les propriétaires et gestionnaires.

En cas de travaux supplémentaires, sur des réseaux non identifiés, ceux-ci seront pris en charge par les propriétaires des réseaux concernés.

Collectivité	Nature des travaux
Pour la commune de Pleucadeuc	Renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales gravitaires
Pour Eau du Morbihan	Renouvellement du réseau d'eau potable et des branchements

ARTICLE 5 : Propriété des travaux :

Aucun membre ne dispose de la propriété intellectuelle des travaux relatifs à l'activité du groupement.

ARTICLE 6 : La Commission d'Appel d'Offres (CAO) du groupement

En vertu des dispositions de l'article L 1414-3-II du CGCT, il est obligatoirement institué une CAO.

6.1. Composition de la Commission d'Appel d'Offres dédiée

La commission d'appel d'offres du groupement est ainsi déclinée :

- 1 représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la CAO de la commune de Pleucadeuc ;
- 1 représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la CAO Distribution de Eau du Morbihan ;

Membres suppléants : les 2 collectivités désignent un membre pour assurer la suppléance de leur membre titulaire.

La CAO du groupement est présidée par le représentant du coordonnateur du groupement.

Sont invités à la CAO et peuvent participer, avec voix consultative :

- des agents des services administratifs ou techniques des membres du groupement ;
- des personnalités désignées par le président de la CAO du groupement de commande, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de l'appel d'offres ;
- des représentants du maître d'œuvre, (uniquement pour les CAO du marché de travaux)

6.2. Rôle de la commission d'appel d'offres du groupement :

- Elle examine les candidatures au regard des articles R2144-1 à R2144-4 du Code de la Commande Publique ;
- Elle élimine les offres non conformes à l'objet du marché ;
- Elle choisit l'offre économiquement la plus avantageuse en application des critères annoncés dans le règlement de la consultation ;
- Elle peut procéder, en accord avec le candidat retenu, à une mise au point des composantes du marché dans les conditions définies à l'article 64 du Décret ;
- Elle peut déclarer l'appel d'offres infructueux et décider de relancer une procédure.

ARTICLE 7 : Missions du coordonnateur

Le coordonnateur est chargé de la passation et de l'exécution du marché de travaux dans son intégralité, pour le compte des membres du groupement. A ce titre, il est missionné pour :

- Recueillir et centraliser le recensement des besoins de chaque membre du groupement ;
- Assister si nécessaire les membres dans la définition de leurs besoins ;
- Élaborer les cahiers des charges des 2 marchés, chaque membre du groupement étant associé à l'élaboration des pièces et particulièrement du Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Procéder à l'organisation de l'ensemble des procédures de mise en concurrence :
 - Publication sur le profil d'acheteur ;
 - Réception des offres (candidatures) ;
 - Pilotage des échanges avec les candidats ;
 - Convocation de la CAO
 - Accomplissement des démarches préalables à la signature
 - Publication des avis d'attribution
- Notifier et signer pour le compte du groupement de commandes le marché de travaux ;
- Assurer la bonne exécution des marchés jusqu'au terme du chantier.
 - Des personnes désignées par les collectivités membres sont associées au suivi du chantier et participent aux réunions,
 - Les comptes rendus de chantier sont transmis aux collectivités membres.

ARTICLE 8 : Responsabilité du coordonnateur

Le coordonnateur est responsable envers les entités membres du groupement de la bonne exécution des seules missions prévues à l'article 7 de la présente convention.

ARTICLE 9 : Obligation des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Communiquer au coordonnateur une évaluation de ses besoins (dans un délai de 1 mois après signature de la présente convention) ;
- Participer à la rédaction du dossier de consultation des entreprises pour ce qui le concerne et à en valider le contenu avant leur mise à disposition sur le profil d'acheteur du coordonnateur ;
- Procéder au paiement de sa quote-part du marché du marché de travaux conformément à l'acte d'engagement spécifique à chaque collectivité, au réel des prestations exécutées et facturées.

ARTICLE 10 : Facturation des marchés

La répartition des coûts de l'opération entre les membres ne se fera pas en fonction de la propriété du sol, mais en fonction de la propriété des travaux. Chaque membre du groupement s'engage à procéder aux paiements des marchés dans les conditions suivantes :

MARCHE DE TRAVAUX

L'attributaire facturera à chaque membre de la convention :

- les coûts réels de travaux propres à chacun.
- une quote-part de dépenses communes de travaux réparties entre les membres proportionnellement aux coûts réels des travaux propres à chacun

ARTICLE 11 : Frais de fonctionnement et de publicité

Les frais de fonctionnement (charges administratives et de personnel) ainsi que les frais de publicité sont pris en charge par le coordonnateur.

ARTICLE 12 : Résiliation et retrait

La présente convention pourra être résiliée à tout moment sur décision à l'unanimité des membres du groupement. En cas de résiliation consécutive du marché, chaque membre du groupement prendra en charge l'indemnisation du prestataire pour la partie qui le concerne conformément aux quotes-parts précisées à l'article 9.

Chaque membre du groupement aura la possibilité de se retirer du groupement après approbation des autres membres et moyennant un préavis de 3 mois. Il prendra alors en charge les conséquences techniques et financières de sa décision de retrait, sur la base des quotes-parts définies à l'article 9.

ARTICLE 13 : Substitution au coordonnateur

En cas de sortie du coordonnateur du groupement ou dans l'hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur.

ARTICLE 14 : Action en justice

Le coordonnateur défendra les intérêts du groupement en justice s'il y a lieu, pour ce qui ressortirait de la procédure de passation ou d'exécution du marché.

Il cherchera préalablement une solution amiable au litige.

Il informe et consulte les membres du groupement sur sa démarche et son évolution.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision de venue définitive, le coordonnateur divise la charge financière sur la base des quotes-parts définies à l'article 9 et effectue l'appel de fonds auprès de chaque membre pour la part qui lui revient.

En cas de litige, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Rennes

ARTICLE 14 : Durée et exécution de la convention constitutive

La présente convention prendra effet dès que les membres du groupement auront délibéré pour constituer le groupement. Elle sera exécutoire après transmission au contrôle de légalité de la Préfecture et pour une période allant jusqu'à la fin de la date de validité des marchés.

Fait à, Le Le maire de PLEUCADEUC	Fait à, Le Le Président de EAU DU MORBIHAN
---------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------